

**MINISTERE DE LA PLANIFICATION ET DE LA COOPERATION EXTERNE  
MPCE**

**DIRECTION DEPARTEMENTALE DU NORD-OUEST**

**RAPPORT FINAL DE L'ATELIER PARTICIPATIF DEPARTEMENTAL  
Portant sur la Stratégie Nationale pour la Croissance et la Réduction de la Pauvreté  
(DSCNRP)**

**Juin 2007**

## **SOMMAIRE**

### **I- MISE EN CONTEXTE ET METHODOLOGIE**

- Phase préparatoire
- Phase Exécutoire

### **II- ORGANISATION DES ATELIERS ET THEMES ABORDES**

- Principales questions évoquées et points de vue des Participants
- Evaluation de la participation des participants
- Impact des consultations dans l'élaboration du DSNCRP
- Examen du rôle de la société civile dans le suivi du DSNCRP

### **III- COMMENTAIRES**

### **IV- ANNEXES**

- Rapport Groupe I: diagnostic socio-économique départemental
- Rapport Groupe II: diagnostic départemental de la pauvreté

Tableau I: Représentativité par commune pendant les 2 journées

Tableau II : Représentativité par secteur pendant les 2 journées

Tableau III.- Représentativité des Mairies et des CASEC pendant les 2 journées

## **I- MISE EN CONTEXTE ET METHODOLOGIE**

La République d'Haïti est considérée comme l'un des pays les plus pauvres de l'hémisphère occidental. Au cours des dernières décennies la situation socio-économique du pays est devenue plus préoccupante et interpelle les responsables à mieux orienter les politiques publiques à la recherche d'un consensus tant sur le plan national qu'international, eu égard à la réalité, dans la définition et la mise en œuvre des programmes de développement susceptibles de garantir une appropriation certaine des actions devant conduire à une amélioration réelle de la situation socio-économique du pays.

Cette nouvelle approche tend à rendre plus efficace la coopération en quête de résultats et ouvre la voie à la rupture des pratiques du passé qui constituaient un véritable obstacle au développement du pays. Le cadre de coopération intérimaire (CCI) conçu dans la perspective d'apporter une réponse appropriée pour couvrir la période allant de l'année 2004 à 2006 connaît une extension jusqu'à septembre 2007. Le CCI doit déclencher un partenariat plus large à la préparation d'un document de Stratégie Nationale pour la croissance et la Réduction de la Pauvreté (DSNCRP), outil privilégié de l'aide publique au développement.

L'élaboration de ce document répond à la nécessité de profiter de façon intelligente du consensus dégagé au niveau des bailleurs de fonds décidés à appuyer les programmes visant une croissance soutenue et durable intégrant des objectifs et des stratégies opérationnelles de réduction de la pauvreté qui est d'ailleurs l'un des objectifs du millénaire de développement définis par les Nations Unies.

Le MPCE, Institution chargée d'assurer le pilotage de la politique du Gouvernement en matière de développement, a pris l'initiative de conduire par une approche participative les ateliers départementaux devant contribuer à l'élaboration du DSNCRP,

Compte tenu des contraintes temporelles et financières et en vue de garantir une plus large participation de toutes les couches de la population y compris les plus vulnérables, des ateliers participatifs ont été organisés au niveau des dix départements géographiques du pays dont le département du Nord-Ouest. Le processus met à contribution tous les secteurs et acteurs du département dans la recherche d'une stratégie de croissance et de réduction de la pauvreté.

### **1.1- Phase préparatoire**

La réalisation d'une telle manifestation a amené la Direction Départementale du Ministère de la Planification à une gestion rationnelle des maigres ressources disponibles. Une petite cellule a été formée en vue de réfléchir sur l'organisation de l'atelier au niveau du département. Les opérations ont commencé par la sensibilisation des parties prenantes préalablement identifiées. La table départementale de concertation (TDC) du Nord-Ouest, regroupant les représentants du secteur public (délégué, vice délégué, directeurs départementaux, directeurs régionaux des organismes publics, représentants de la chambre de commerce, des ONG) et élus locaux, a-t-elle servi d'espace privilégié de réflexions et d'orientation pour la réalisation de l'atelier.

Il était aussi important de garantir une représentativité des dix (10) communes du département, en dépit des faibles moyens financiers et des problèmes qu'on pourrait rencontrer dans la gestion de l'atelier avec une trop grande affluence. Ce point a été élucidé avec tous les Maires qui ont contribué à l'identification des organisations de base les plus représentatives au niveau de leurs communes respectives. Toutes ces démarches visaient à mener à bien le processus participatif départemental du Nord-Ouest. Tous ont adhéré à la méthodologie, leurs préoccupations ont été axées sur le délai imparti pour la réalisation de cette importante activité.

Sur le plan technique, l'équipe du bureau Central du MPCE, dont le conseiller technique spécial Claude GRAND-PIERRE a procédé à des séances de formation, élaboré des documents en vue de faciliter la tâche des organisateurs. Les diagnostics socio-économiques et de la pauvreté départementale sous forme de tableau de bord ont été élaborés à partir du « LIVRE BLANC » préparé en 2000 et 2002 et ont constitué la documentation utilisée. Pendant les 2 jours couvrant la période de réalisation de l'atelier participatif le nombre de participants a atteint un effectif de 130 dont : 3 Sénateurs, 7 Députés, 10 Maires, 39 coordonnateurs de CASEC, 20 représentants de la population des zones défavorisées et 51 membres de la société civile (ONG, représentants chambre de commerce, Cultes, Vodouisant et membres d'organisation de base).

## **1-2 Phase Exécutoire**

En dépit des mauvaises conditions climatiques entraînant les crues de presque toutes les rivières du Nord-Ouest et la circulation normale handicapant la population, la majorité des invités a répondu à l'invitation de la Direction Départementale de la Planification du Nord-Ouest.

## **II- ORGANISATION DES ATELIERS ET THEMES ABORDES**

### **Modalité, fréquence et lieu et des consultations**

La programmation a été religieusement respectée pendant une heure de temps soit de 8 hres à 9 hres. am le secrétariat a procédé à l'inscription de 119 participants. La satisfaction, était à son comble car leur enregistrement a permis de constater le profil des participants et la représentativité des dix communes du département.

On a noté la présence de 10 Maires et de 2 Maires adjoints soit un pourcentage de 100%, 3 Délégués de ville, 34 Membres de CASEC soit un pourcentage de 85%, 4 représentants d'ONG, le président de la chambre du commerce, le délégué départemental et le vice délégué de l'arrondissement de Port de Paix, un représentant des vodouisants, 3 représentants de la MINUSTAH, représentants du secteur privé et des organisations de base. (voir tableau en annexe).

Tous y compris les organisateurs s'étaient réunis sur la piste du Rendez-vous Night Club en vue d'écouter les interventions techniques relatives à la situation socio économique et le niveau de pauvreté du département. Après la pause café on a procédé à la formation de deux groupes subdivisés en 8 sous groupe pour la réalisation des travaux en atelier. On a pu s'assurer d'une représentative de toutes les communes dans chacun des huit (8) sous groupes. Ceci a eu pour objet d'avoir une idée générale du département à travers les différents thèmes débattus. Il n'est pas superflu de rappeler que chaque sous groupe

bénéficiait de la présence d'un modérateur, d'un rapporteur et d'un encadreur délégué par le Bureau Central. Les travaux en atelier ont été réalisés pendant cinq heures soit 3 hres au cours de la 1<sup>ère</sup> journée et 2 hres au cours de la 2<sup>e</sup> journée. Le buffet offert par la direction a mis fin à l'atelier.

Lieu et date : 31 mai et 1<sup>e</sup> juin 2007, rendez vous Night club

Propos de bienvenue: Directeur Départemental du MPCE, M. Ricot CHARLES PIERRE

Propos et ouverture : Délégué départemental, M Henri Max THELUS

Animation: Agr Salnave ST FORT, chargé de mission du MPCE

Ils ont tous fait valoir aux participants l'importance de la démarche devant aboutir à l'élaboration du DSNCRP. Aussi, a-t-il été demandé d'être réaliste et surtout, d'éviter les réactions émotionnelles susceptibles de dévier les objectifs fixés.

#### **A titre d'orientation, trois exposes ont été présentés :**

- La quintessence du document à élaborer a été présentée par M Jean NOEL
- Résultats de la carte de la pauvreté, des indicateurs de mesure de la pauvreté basés sur les besoins fondamentaux insatisfaits (FI) et du profil départemental: Frantz Bastien
- Diagnostic socio économique, synthèse du livre blanc du Nord-Ouest reflétant la réalité du département et déterminant les contraintes, les potentialités, les axes d'intervention et les actions prioritaires du département par la Direction départementale du MPCE

Et en guise de support de référence deux documents ont été distribués

- Le diagnostic socio-économique départemental
- Le profil départemental de la pauvreté (carte de pauvreté, version 2004)

#### **Réalisation des ateliers**

En conformité avec la méthodologie préconisée les deux groupes préalablement identifiés ont été subdivisés en huit sous groupes

##### **Atelier I diagnostic socio économique départemental**

###### **Sous-groupe:**

- a) Atouts et potentialités de développement (17 participants)
- b) Contraintes au développement (16 participants)
- c) Axes d'interventions prioritaires (15 participants)
- d) Actions prioritaires (15 participants)

##### **Atelier II**

###### **Sous groupe**

- a) Accès à l'eau potable (12 participants)
- b) Accès aux soins de santé primaire (15 participants)
- c) Accès à l'éducation de base (13 participants)
- d) Accès à l'assainissement (11 participants)

#### **Méthodologie des groupes de travail**

- Ebauche d'une compréhension commune des thèmes
- Rappel des principaux points développés dans les diagnostics

- Situation de ces différents points dans chaque commune, synthèse
- Regard sur d'autres points non listé dans ces documents
- Participation active dans les débats

La formation des sous-groupes répond à la préoccupation d'avoir une représentativité des dix communes et de l'intérêt manifesté pour un thème particulier. L'engouement des participants aux travaux d'atelier traduit leur intérêt à la réalisation d'une si grande activité. Chaque sous groupe a sur une base consensuelle fait choix d'un rapporteur, d'un modérateur et a bénéficié de l'assistance d'un encadreur. Pour faciliter le déroulement des travaux, les copies de la documentation ont été distribuées aux différents modérateurs.

Les rapports de chaque sous groupe ont été présentés en plénière pour validation et consensus. Chaque présentation a été suivie de débats, les différentes réactions ont permis de consigner certaines informations, données complémentaires pour intégration dans le rapport final de l'atelier.

## **II. 2-Principales questions évoquées et points de vue des participants**

Contrairement aux réactions coutumières à ces types d'activité, les participants ont manifesté un certain regain de confiance à l'égard des nouveaux dirigeants du pays. Ils restent convaincus que cet exercice pourrait aider à diminuer les goulots d'étranglement qui paralysent le développement du département. Ils souhaitent un suivi réel des propositions formulées à travers ces ateliers participatifs.

Les problèmes soulevés s'orientent les solutions à apporter :

- Dans une perspective de développement des activités touristiques, la formation professionnelle et technique de la population dont la moitié a moins de 21 ans et qui constitue une force de travail appréciable est indispensable.
- L'enclavement du département qui empêche l'intégration sociale, empêche le développement économique du département et rend plus difficile l'accès aux services sociaux de base.
- L'augmentation du revenu des paysans qui ne peuvent soit par manque de crédit, d'encadrement technique exploiter la terre et contribuer à l'augmentation de la production
- Appui technique et financier aux collectivités territoriales
- La mise en œuvre d'une politique d'intervention au niveau des bassins versants du département

- La mise en place d'équipements collectifs et la disponibilité des services de base (santé, éducation, eau potable, assainissement) sur l'ensemble du département.

### **II. 3-Evaluation de la satisfaction des participants**

Le dépouillement des formulaires (77) d'adhésion au diagnostic départemental sur la pauvreté nous permet de constater :

D'une part, au niveau de l'organisation de l'atelier, de la motivation et de l'animation de l'atelier

9 participants sont satisfaits

18 participants sont très satisfaits

23 participants sont extrêmement satisfaits

26 participants n'ont pas exprimé leur niveau de satisfaction.

D'autre part, en ce qui a trait aux exposés des intervenants, les notes oscillent entre 8 et 10

### **II. 4-L'impact des consultations dans l'élaboration du DSNCRP.**

L'objectif des consultations est mobilisateur et intéresse toutes les couches de la population du Nord-Ouest, en témoigne le nombre de participants (85%) des invitations. Le fait de pouvoir prendre part aux activités devant conduire à l'élaboration d'un document pour la croissance et la réduction de la pauvreté au niveau de son département est une approche inclusive et de partage des responsabilités dans les prises de grande décision. L'attentisme semble n'être plus de mise, les participants manifestent un certain intérêt à participer activement à toutes les phases du processus. Ces consultations offrent aux participants à identifier les grands maux au développement de leur localité et de formuler des propositions concrètes susceptibles d'améliorer la situation socio-économique.

### **II. 5-L'examen du rôle de la société civile dans le suivi et la mise en œuvre du DSCNRP**

L'effet multiplicateur du processus motive tous les secteurs (organisations de base, élus locaux, ONG, secteur public) à intégrer une structure de suivi et de mise en œuvre du DSCNRP.

Dans un souci de garantir les résultats issus de la mise en œuvre du document, un plan départemental d'action contre les risques et désastres doit être annexé au plan

d'intervention et de suivi du DSCNRP qui doit être élaboré en partenariat avec tous les secteurs et acteurs du développement du département

## **II. 6- Désignation des représentants au Forum National**

Le choix des personnes devant participer au Forum National a été porté sur:

Dr Flaubert Duroseau, membre de la société civile

Maire du Môle St Nicolas

Professeur Jean Eric JOSE

### ANNEXE III

**Tableau I -Représentativité par commune pendant les 2 journées**

	Communes	Mairie	Délégué	CASEC	ASEC	Autres*	Total
1	Port-de-Paix	1	2	2		30	35
2	St Louis du Nord	2		6	2	4	16
3	Anse à Foleur	1		3	4	4	12
4	La Tortue	1		2		5	8
5	Chansolme	1		2	2	3	8
6	Bassin Bleu	2		3		3	8
7	Jean Rabel	1		6		1	8
8	Môle St Nicolas	1		3		4	8
9	Bombardo polis	1		3		4	8
10	Baie de Henne	1		4		3	8
Total	10	12	2	34	10	61	119

**Tableau II- Représentativité par secteur pendant les 2 journées**

<div style="text-align: center;">                     Jour                      Secteur                 </div>	1ere journée	2eme journée
Direction Départementale	4	4
Mairie	12	12
Organisations de base	52	52
Chambre de Commerce	1	34
CASEC	34	10
ASEC	10	2
Député et Vice- Délégué	2	
Chambre des Députés		
Chambre du Sénat		
Autres (ONGs, ...)	4	4
Total	119	119

**Tableau III- Représentativité des Mairies et des CASEC pendant les 2 journées**

<b>Communes</b>	<b>Maires</b>	<b>CASEC</b>
Port-de-Paix	1	2
St Louis du Nord	1	6
Anse à Foleur	1	3
La Tortue	1	2
Bassin Bleu	1	3
Chansolme	2	2
Baie de Henne	1	4
Môle St Nicolas	1	3
Bombardopolis	1	3
Jean Rabel	2	6
<b>Total</b>	<b>12</b>	<b>34</b>